

OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES



OECD

ORGANISATION FOR ECONOMIC
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

C/M(99)12/ANN 14

UNCLASSIFIED / NON CLASSIFIE

CONSEIL AU NIVEAU DES MINISTRES

26-27 MAI 1999

POINT 5

**COMMERCE, INVESTISSEMENT : DEFIS ET OPPORTUNITES POUR LE SYSTEME MULTILATERAL,
ET OBJECTIFS POUR UN NOUVEAU CYCLE DE NEGOCIATIONS COMMERCIALES
DE L'OMC**

JAPON

Déclaration

**Mr. Kaoru YOSANO
Minister of International Trade and Industry**

⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕

COUNCIL AT MINISTERIAL LEVEL

26-27 MAY 1999

ITEM 5

**TRADE, INVESTMENT: POLICY CHALLENGES AND OPPORTUNITIES FOR THE MULTILATERAL
SYSTEM, AND OBJECTIVES FOR A NEW WTO ROUND**

JAPAN

Statement

**Mr. Kaoru YOSANO
Minister of International Trade and Industry**

Texte de M. Kaoru YOSANO
Ministre de l'Industrie et du Commerce Extérieur du Japon,
à l'occasion du Conseil Ministériel de l'OCDE
- 27 mai 1999 -

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de souligner d'abord l'importance du nouveau cycle des négociations commerciales de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Ce que nous pourrons avancer grâce à ce nouveau cycle, c'est la libéralisation du commerce et la consolidation de la base des activités économiques. Il s'agit, d'une part, d'une occasion essentielle pour notre politique économique active en direction du vingt-et-unième siècle, d'autre part, il s'agit aussi d'un renforcement des règles qui exprime l'essentiel du système de l'OMC. Afin d'assurer avec succès le lancement du nouveau cycle à Seattle, le Japon confirme de nouveau son intention de poursuivre ses efforts sans relâche.

Pour cet objectif, ce que je voudrais rappeler, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, c'est l'importance de l'engagement au niveau des Ministres.

Ici, en tant que président, je vous rends un rapport en bref sur les résultats de la réunion Quadrilatérale à Tokyo il y a deux semaines. Les trois points fondamentaux sont les suivants.

Premièrement, les membres de cette réunion sont parvenus à un accord pour le soutien vigoureux du lancement du nouveau cycle à Seattle. Nous nous sommes déclarés le partage de la responsabilité dans la réalisation de son succès, en reconnaissant l'importance du système commercial multilatéral et la nécessité de la lutte contre le protectionnisme.

Deuxièmement, nous sommes convenus que les négociations soient ambitieuses et globales, et qu'elles ne se limitent pas au programme incorporé. Nous avons souhaité que le nouveau cycle comprenne des tarifs industriels et que les négociations se déroulent en trois ans. Nous avons aussi approfondi notre compréhension mutuelle au sujet de la création des règles sur l'investissement et au sujet des règles du commerce électronique.

Troisièmement, nous nous sommes mis d'accord sur les deux points suivants : la nécessité de la participation active des pays en développement aux négociations en vue du succès du nouveau cycle, ainsi que la nécessité d'améliorer le fonctionnement de l'OMC afin qu'elle puisse répondre plus précisément à l'intérêt de la société civile.

En outre, pour rendre le nouveau cycle universel, nous avons reconnu notre détermination à accélérer les négociations de l'accession à l'OMC pour les pays qui demandent à devenir membres de cette organisation. Particulièrement en ce qui concerne la Chine, elle joue aujourd'hui un rôle très important dans le commerce international. Nous avons apprécié les progrès récents des négociations, et nous sommes convenus que chaque membre Quadrilatéral continue les discussions avec la Chine pour que celle-ci puisse participer au nouveau cycle en qualité de membre de l'OMC. Je voudrais, à cette occasion, souligner de nouveau l'importance que chaque pays membre avance ses efforts pour l'accession prompte de la Chine à l'OMC.

J'espère, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, que les discussions de Tokyo seront utiles pour approfondir notre compréhension sur le nouveau cycle et pour élaborer notre consensus sur son lancement réussi au cours des discussions ministérielles à partir d'ici; cette réunion d'aujourd'hui de l'OCDE.

Et maintenant, je voudrais particulièrement insister sur l'importance du sujet de la création des règles sur l'investissement au sein de ce nouveau cycle.

L'investissement direct étranger, élément nécessaire pour la croissance économique des pays en développement, diminue à cause de la crise financière surtout en Asie. Selon notre rapport officiel, les entreprises, en se trouvant confrontées à des problèmes très variés concernant leur investissement dans des pays en développement, espèrent fortement que la politique et le système des règles seront plus transparents et que l'environnement sur l'investissement sera davantage stabilisé. L'attente à l'OMC vis-à-vis de la création des règles sur l'investissement, qui s'applique aussi dans les pays en développement, se fait de plus en plus forte.

Néanmoins, malgré leur compréhension sur l'importance et la nécessité de l'investissement étranger, certains des pays en développement me semblent plus prudents sur la création des règles sur l'investissement à l'OMC dans le nouveau cycle. En tenant compte de cette attitude, je crois que l'on devrait prendre une approche différente de celle de l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement) qui était trop ambitieuse. Donc, pour la création des règles sur l'investissement, il me semble nécessaire, par exemple, que l'objet de ces règles

devrait se limiter à l'investissement direct étranger, que le fonctionnement du mécanisme de régler des différends devrait aussi se limiter à la relation entre pays et que l'on devrait étudier la possibilité d'une approche progressive sur la libéralisation.

La création des règles sur l'investissement contribuera de manière positive à la réalisation cohérente de la croissance économique mondiale en établissant des règles communes pour les activités des entreprises et en réalisant la répartition optimale des ressources mondiales. Les entreprises pourraient ainsi accroître l'efficacité de leur fonctionnement par l'amélioration de l'environnement sur l'investissement. Les pays hôtes pourraient accueillir l'investissement qui n'aurait pas été réalisé sans cette amélioration.

Ceci dit, je suis convaincu de la nécessité de la création des règles sur l'investissement en espérant qu'elles produiront une bonne base de développement économique mondial dans le nouveau cycle.

Enfin, nous n'avons que six mois avant la réunion Ministérielle à Seattle. Notre temps est limité.

Je conclus ma présentation, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, en insistant sur la nécessité de poursuivre, vivement et avec détermination, le dialogue, soit international, soit intérieur, pendant ces six mois afin que nous puissions lancer les négociations du nouveau cycle avec beaucoup de succès à Seattle.

Je vous remercie de votre attention.

Statement by Mr. Kaoru YOSANO
Japanese Minister of International Trade and Industry
given at the OECD Council Meeting at Ministerial Level
27th May 1999

Plenary Session II: Trade and Investment

Mr. Chairman, distinguished colleagues, ladies and gentlemen,

The next round will present us with a very valuable opportunity to further liberalise trade and therefore set a positive tone for economic management in the twenty-first century. We welcome the underpinning that the next round will bring to the "rule of law", which is at the foundation of the WTO. This will enhance the basic infrastructure for economic activities. Japan is committed to doing everything in its power to get the next round off to a successful start in Seattle.

Results of the Quadrilateral Trade Ministers Meeting

It should be obvious that we at the ministerial level have an important role to play in the successful launch of the next round. In this context, I would like to highlight for you three of the conclusions reached during the Quadrilateral Trade Ministers Meeting that was held in Tokyo earlier this month.

First, the members of the Quadrilateral Meeting reconfirmed the importance of strengthening the multilateral trading system and resisting protectionism. We were unanimous in voicing our strong support for the opening of the next round at the Seattle Ministerial Meeting and in our acknowledgement of our shared responsibility for the success of the round.

Second, we shared a common awareness that the next round should engage in broad negotiations that go beyond the build-in agenda, that industrial tariffs should be included in the round and that a negotiating period of three years should be set. We were also able to deepen our mutual understanding of the issues involved in investment rules and electronic commerce.

Third, we were unanimous in our recognition of the need for the active participation of developing countries if the next round is to be

successful, and also of the need for the WTO to improve its functions so that it is able to respond in an accurate manner to the interests of civic society.

Furthermore, we shared a common perception of the need to accelerate accession negotiations for those countries that have applied for membership so that the next round can be more universal in its scope. We welcomed the progress made in regard to the accession of China, and will continue our respective discussions so as to enable it to participate in the next round as a member of the WTO. Bearing in mind that China is one of the most important players in international trade, I would like to take this occasion to underscore the importance of each country making an effort for China's early accession.

We hope that our discussions in Tokyo will provide the impetus for deeper discussions in future ministerial-level processes such as this meeting, and we look forward to the emergence of a consensus that will enable the next round to get off to a smooth start.

Importance of investment rules

I would like, in particular, to stress the importance of formulating investment rules in the next round.

Direct investment is a vital element in the economic growth of emerging countries, but financial crises have caused direct investment to decline in Asia and other parts of the world. Our studies show that investors encounter many problems in developing countries, and that their primary concern is for the creation of transparent investment policies and legal frameworks, as well as a stable investment environment in the countries in which they invest. This has led to growing calls for the WTO to formulate investment rules in a form that would include developing countries.

Nevertheless, it is a fact that many developing countries, even though they understand the importance of direct investment, are wary of the idea of formulating investment rules in the next round. We must be aware of this, and our approach in any attempt to frame investment rules must be different from that of the overly-ambitious MAI. I would recommend that we focus specifically on rules for direct investment, limiting dispute settlement to the state-to-state level, and take a progressive approach to liberalisation.

The formulation of investment rules will be a monumental contribution to economic growth for the world as a whole, for it will make possible the setting up of ground rules for corporate activities and enable more optimal global allocation of resources. For companies, these enhancements to the investment environment will improve the efficiency of their operations; for recipient countries, they will make it possible to attract investment that otherwise might not have flowed into the country.

I strongly urge that the next round formulate investment rules that will serve as a base of the development of world economy, including the economies of the developing countries.

Concluding remarks

The Seattle Ministerial Conference is only six months away. We have very little time left in which to prepare for it. Therefore, I would like to conclude my remarks by emphasising the need for active, concerted international and domestic dialogues between now and Seattle so that we may successfully launch the next round.

Thank you.